

# ARRETE MUNICIPAL n° AC 2025.159

Objet : Stationnement d'un camion de déménagement

Le Maire de la Commune de SAINT-JORIOZ.

- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L.111-1; L.131-1; L.511-1
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2213,2,
- Vu le Code de la Route, et notamment l'article R 411-21-1, R.411-8, R.417-10-10°
- Vu la demande présentée par la société FUMEX ANNECY DEMENAGEMENT afin de permettre un déménagement au 80 ROUTE DU PORT BAT.G 74410 Saint-Jorioz.
- Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

## ARRÊTE

#### Article 1:

La société FUMEX ANNECY DEMENAGEMENT est autorisée à faire stationner ses véhicules de déménagement sur l'emplacement « livraison » situé en bordure de la RD1508 à hauteur du 80 route du port, bâtiment G (domicile de M. et Mme BOULANGER) 74410 SAINT-JORIOZ et ce le jeudi 16 octobre 2025 de 08 heures à 19 heures afin de procéder à un emménagement.

#### Article 2:

La sécurité des piétons et des autres usagers sera sous la responsabilité de la société qui <u>devra</u> <u>mettre en place une signalisation d'avertissement</u>.

### Article 3:

Tous les Agents de la Force Publique seront chargés de l'exécution de ce présent arrêté. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant la mairie de SAINT-JORIOZ dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

#### Le présent arrêté sera:

- Transmis à:
  - ✓ Monsieur l'Adjudant-chef, Commandant la gendarmerie de Saint-Jorioz (RESANA)
  - ✓ Monsieur le chef de service de la police municipale de Saint-Jorioz,
  - ✓ Madame la Directrice Générale des Services de Saint-Jorioz,
  - ✓ Monsieur le Directeur des services techniques de Saint-Jorioz,
  - ✓ Au demandeur : <u>boulanger.jose@neuf.fr</u>
  - ✓ Pour information et exécution chacun en ce qui les concerne.
- Diffusé sur le site internet de la mairie : www.saint-iorioz.fr

A SAINT-JORIOZ 13.10.2025 Le Maire Michel BEAL